



l'entretien

« Le protectionnisme intelligent est une illusion »

Pour Pascal Lamy, si la cohabitation est difficile entre le capitalisme et la question de la justice sociale, fermer les frontières serait une grave erreur.





A l'heure où le président américain Donald Trump remet en cause le dogme du libre-échange, l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce campe fermement sur sa ligne « ouverte »...

Peut-on parler de « mondialisation malheureuse » que subiraient les « perdants », et que favoriserait le libre-échange dont ses conséquences parfois inévitables : délocalisations - Whirlpool en France dernièrement -, dumping social, etc. ?

J'ai toujours pensé, dit, et écrit que la mondialisation avait ses bons et ses mauvais côtés. C'est un processus d'expansion du capitalisme de marché, mû par la technologie, qui produit des efficiences considérables. C'est la raison pour laquelle on a réduit la pauvreté dans des proportions jusqu'ici inconnues dans l'histoire de l'humanité, mais au prix de processus économiques et sociaux douloureux qui peuvent augmenter les inégalités. Dans ces vagues d'expansion du capitalisme de marché, les plus forts s'en sortent mieux que les plus faibles. Cette réalité n'a pas attendu la mondialisation pour apparaître, comme l'a montré la révolution industrielle du XIX^e. Cela marche parce que c'est douloureux, et c'est douloureux parce que ça marche. L'essentiel, de mon point de vue, est dans la redistribution des efficiences en question. Et il faut reconnaître que ces questions sont locales et non globales, car la redistribution repose sur un affect, un fondement de solidarité qui n'existe pas entre les Chinois et les Suédois.

Mais que pensez-vous des contestations populaires à l'échelle mondiale - élection de Donald Trump, Brexit, montée de l'extrême droite, des mouvements contestataires de gauche, de Podemos à Bernie Sanders ? Ont-ils tort ?

Il s'agit de manifestations bien connues et identifiées qui sont des réactions au fonctionnement du capitalisme. Le problème de fond n'est pas la globalisation, mais le capitalisme. La globalisation est susceptible d'interprétations différentes. Les altermondialistes des années 90 étaient contre la globalisation au motif qu'elle n'était pas bonne pour les pays pauvres. Sauf que cela ne s'est pas révélé vrai. Maintenant on dit que ce n'est pas bon pour les pays riches, ou plutôt pour certains dans les pays riches. Nous savons depuis longtemps que le capitalisme a un sérieux problème avec la justice sociale. Et la solution est plutôt d'ordre local. S'il y a deux fois plus de chômage en France qu'en Allemagne, ce n'est pas à cause de la mondialisation. Ce sont des différences de performances économiques et sociales d'ordre local qui proviennent de manières différentes de gérer l'économie et la société.

« Le protectionnisme des années 30 a accéléré l'arrivée de la Seconde Guerre mondiale »

Plusieurs politiques préconisent plus de « protectionnisme intelligent », à des échelles plus ou moins différentes. Serait-ce un bon moyen de protéger le marché intérieur des pays européens et de relever les salaires, ou une illusion ?

C'est un oxymore et une illusion. Le « protectionnisme intelligent », c'est comme une bêtise intelligente. Je n'y crois pas. Surtout dans le monde d'aujourd'hui, dans lequel les systèmes de production de biens et de services sont beaucoup plus intégrés qu'il y a 80 ans. Le protectionnisme dans les années 30 a aggravé la crise économique qui fut une des causes de la Seconde Guerre mondiale. Lorsqu'on regarde la différence de performance entre les pays depuis cinquante ans entre ceux ouverts et les autres, il n'y a pas photo. Augmenter les impôts sur les importations, c'est taxer les plus pauvres.

On dit que Taïwan et la Corée du Sud ont pourtant réalisé une politique protectionniste efficace...

Pendant une petite période oui, c'est vrai. Mais ça ne dit pas que c'est ça qui les a vraiment aidés. Le formidable investissement de la Corée dans l'éducation explique bien davantage ses performances économiques que son protectionnisme d'un moment.



Pensez-vous que la politique économique de Trump d'un protectionnisme modéré pourrait bouleverser l'ordre économique mondial ?

Si Trump mettait en œuvre ce qu'il a dit pendant sa campagne, et s'écartait du consensus selon lequel l'ouverture des échanges est la meilleure formule, sous certaines conditions bien sûr, ce serait un choc dangereux pour l'économie américaine, et donc pour nous. Sa vision de l'économie internationale me semble assez médiévale : « Si j'ai un déficit commercial, j'exporte des emplois ; vive les exports, à bas les imports ! » Les Etats-Unis connaissent un déficit commercial constant avec l'Asie depuis 40 ans, ce qui ne leur a pas posé de problème majeur. Si le surplus commercial extérieur était la mesure de la santé économique, l'Europe irait très bien. Or, ce n'est pas vrai. L'ensemble des députés socia-

listes français au Parlement européen ont voté contre l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (Ceta). Que pensez-vous de ces craintes, sont-elles légitimes ?

Oui, c'est vrai, mais la majorité des socialistes et des autres parlementaires européens ont voté pour. Je ne partage pas les craintes de mes camarades français. Ce traité a été grandement amélioré par la discussion au Parlement européen qui a obtenu des avancées notables par rapport à ce que la Commission avait négocié. Et le gouvernement canadien de Justin Trudeau, plus à gauche que le précédent, a accepté ces modifications. Dans ces cas-là, il faut empocher ses gains, qui pourront resservir pour d'autres accords commerciaux.

**Propos recueillis par
SELIM DERKAOUI (ST)**



Où va le monde ?

PASCAL LAMY,
NICOLE GNESOTTO

Odile Jacob

240 pages, 19,90 €